

Alexandra Laignel-Lavastine,

Esprits d'Europe. Autour de Czeslaw Milosz, Jan Patocka, Istvan Bibo, Calmann-Lévy, 2005

Jean-Charles Szurek

C'est à une étrange réflexion que nous convie Alexandra Laignel-Lavastine en ces temps d'Europe mondialisée, déboussolée et dominée par la circulation de la marchandise, une réflexion presque surannée puisqu'elle s'adresse, par l'évocation de trois penseurs majeurs d'Europe centrale de la deuxième moitié du XX^e siècle (le Polonais Milosz, le Tchèque Patocka et le Hongrois Bibo), à l'esprit de résistance manifesté par eux aux temps anciens du nazisme et du communisme.

Temps anciens en effet car l'omniprésence commémorative entourant le nazisme semble faire écran désormais à des approches cognitives authentiques, historiennes ou mémorielles, ce qui n'était pas le cas au début des années 1980, lors de l'irruption de « l'ère de la mémoire ». Temps anciens pour le communisme aussi car celui-ci ne paraît plus guère passionner l'opinion : ont bien travaillé ceux qui n'ont jamais voulu examiner leur passé stalinien et qui s'adonnent avec délectation aujourd'hui à la dénonciation de l'Europe ultra-libérale ou ceux qui se sont empressés d'établir un trait d'égalité entre le communisme et le nazisme sans voir que les différences entre totalitarismes l'emportaient sur les ressemblances. Le résultat est là en tout cas, tout semble avoir été dit, écrit sur ce qui a marqué l'Europe tout au long du XX^e siècle, sur les pires épreuves qu'ont connues les sociétés européennes. Alors à quoi bon rappeler ces vieux combats portés par des penseurs d'Europe centrale, connus des seuls initiés et dont les autres n'ont cure ?

Que peut bien nous évoquer aujourd'hui la solitude d'un Czeslaw Milosz qui, choisissant de rester à Paris en 1951 au lieu de retourner dans la Pologne socialiste qu'il représentait à l'ambassade polonaise – lui qui avait choisi de servir le régime communiste par opposition à la Pologne capitaliste d'avant-guerre ! – ne rencontre dans la Ville-lumière qu'incompréhension et silence poli ? La France ne saura garder ce prix Nobel 1980 qui, vivant d'expédients,

se retrouvera professeur de littérature aux Etats-Unis. Seul Albert Camus lui aura tendu la main.

Et que dire de Jan Patočka, ce philosophe tchèque qui, à soixante-dix ans, accepta de devenir l'un des trois porte-parole de la Charte 77 et qui mourut des suites des longs interrogatoires conduits par la police politique¹ ? Son engagement, principalement éthique, fondé sur le primat de la conscience individuelle, s'adressera en fait à l'essence même du politique car c'est en confrontant la dictature communiste à la négation de ses propres droits, si démocratiques sur le papier !, que les opposants des années 1970 pourront conquérir des espaces de liberté. Faut-il ressasser tout cela ? Hélas oui. Il suffit de se reporter à quelques relectures de l'histoire, à quelques amnésies nouvelles, pour s'en convaincre. Ainsi, pour certains, la chute du communisme aurait fait place à l'exclusive dictature du marché (de la Chine encore communiste, ou de Cuba, faisons table rase...). Pour d'autres (ou les mêmes), ce sont les médias qui créeraient une nouvelle dictature, produisant une histoire officielle où toute réflexion sur le passé bannirait ce qui fait dissensus : « Un passé, écrit par exemple Ignacio Ramonet, expurgé, épuré, lavé de tout ce qui pourrait aujourd'hui faire désordre/.../Il y a peu de différences entre cette nouvelle 'histoire officielle' et la censure d'Etat dans les pays non démocratiques ».² Heureux encore que l'auteur ait mis entre guillemets cette « histoire officielle » mais la tendance à l'oubli de certaines dictatures semble en marche, en tout cas de ce côté-là de l'échiquier politique...

Et pourquoi convoquer Istvan Bibó, le moins connu des trois penseurs, et pourtant l'auteur d'un ouvrage essentiel, *Misère des petits Etats d'Europe de l'Est*³ ? Bibó, né en 1911 et mort en 1979, s'est fait connaître par deux partis pris exceptionnels : il fut l'un des dirigeants de l'insurrection hongroise de 1956, ce qui lui valut six

1 Alexandra Laignel-Lavastine lui avait déjà consacré un ouvrage : *Jan Patočka, l'esprit de la dissidence*, Paris, Michalon, 1998.

2 Ignacio Ramonet, « Amnésies », *Le Monde diplomatique*, août-septembre 2005, p.6. Ce numéro spécial du *Monde Diplomatique* est entièrement consacré à des pages occultées, « autres » de l'histoire, ou du moins perçues comme telles.

3 Istvan Bibó, *Misère des petits Etats d'Europe de l'Est*, Paris, l'Harmattan, 1986.

années de prison, et l'auteur d'un texte mémorable, écrit en 1948, sur la responsabilité des Hongrois dans la déportation des Juifs de Hongrie. Longue réflexion de deux cent pages, unique en Europe à cette époque, à l'issue de laquelle toute discussion sur les relations judéo-hongroises durant la guerre fut stoppée par les dirigeants staliniens, désireux, par une politique « d'assimilation rouge », d'évacuer tout débat sur l'extermination des Juifs hongrois. Car c'est non seulement le rôle actif des fascistes hongrois et de la gendarmerie hongroise qui était pointé par Bibó, mais aussi, sinon surtout, le consentement de franges entières de la société hongroise aux lois antijuives, voie royale de promotion sociale. Alexandra Laignel-Lavastine nous rappelle en effet que la législation antisémite « avait permis à de nombreux représentants de la petite et moyenne bourgeoisie de faire carrière sur le dos de leurs concitoyens juifs »¹. Ces couches vont se familiariser, écrit Bibó, « avec l'idée que le travail et l'entreprise n'étaient pas les seuls moyens de subvenir à ses besoins, qu'il suffisait désormais de lorgner sur les moyens de subsistance d'autrui, de démontrer l'ascendance juive de la personne, la privant ainsi de son emploi ou la dépossédant de son magasin, la faisant éventuellement expédier dans un camp d'internement »². Bibó est l'un des rares penseurs de son pays à s'être interrogé sur les mécanismes qui ont conduit une poignée de SS, aidée par des auxiliaires hongrois, à envoyer à Auschwitz plusieurs centaines de milliers de concitoyens juifs en l'espace de quelques semaines au printemps 1944.

A travers ces témoins engagés des pires entreprises criminelles du XX^e siècle, auxquels s'ajoutent, parmi d'autres, le sociologue Zygmunt Bauman et le philosophe Karel Kosík, Alexandra Laignel-Lavastine n'entend pas seulement restituer des trajectoires exemplaires, elle plaide surtout pour un non-oubli de l'éthique dans les relations politiques. Ce plaidoyer vient bien opportunément nous rappeler que l'élargissement à l'Est de l'Union européenne ne signifie pas seulement une « mise à niveau » économique et financière, mais aussi l'apport, dans la corbeille européenne, d'une

1 Alexandra Laignel-Lavastine, *Esprits d'Europe. Autour de Czesław Miłosz, Jan Patočka, István Bibó, Calmann-Lévy*, 2005, p.300.

2 István Bibó, *op.cit.*, p. 224.

somme de valeurs, d'actes de courage et de résistance. Aux fondements de « l'esprit européen », nous dit-elle, il y a cette transcendance de postures singulières qui savent, envers et contre tout, dire non aux dominations les plus extrêmes. Un esprit absent en ce moment et dont auraient besoin aussi bien ceux qui gèrent benoîtement l'édifice européen que ceux qui ne savent par quoi remplacer la dictature du prolétariat. En un mot, garder l'esprit de la dissidence, en particulier contre le mensonge, la pire des dictatures.